

Atelier 3 : Les innovations paysannes sur les filières locales et internationales mettant en valeur la qualité et l'origine des produits

Dans les règles actuelles de l'économie mondiale, les agriculteurs familiaux accèdent aux marchés locaux et internationaux dans des conditions d'inéquité inacceptables. En concurrence face à des acteurs qui dominent les filières agroalimentaires et qui en régissent les règles, face à des productions importées et souvent subventionnées, la paysannerie du sud est peu soutenue par des politiques publiques efficaces. L'agriculture paysanne et les filières locales qui y sont liées sont néanmoins porteuses d'innovations en matière de valorisation des produits et développement de marchés répondant à la fois aux défis d'une alimentation saine, du développement des territoires ruraux, de la gestion durable des ressources naturelles et de la création d'emplois. Ces innovations des paysans et des entreprises locales se manifestent notamment par la création et reconnaissance de produits de qualité bruts et transformés, par la mise en place de circuits alimentaires de proximité et par la consolidation d'un secteur paysan compétitif sur les marchés nationaux et internationaux.

Les grands défis des agricultures paysannes en matière d'accès aux marchés

La libéralisation de l'économie a rendu l'accès aux marchés locaux et internationaux difficile pour les petits producteurs. Au sud, l'augmentation des importations de produits agricoles – certains subventionnés – pour répondre notamment aux besoins alimentaires de villes en pleine croissance, ne permet plus toujours aux paysans d'écouler leurs propres productions au-delà des marchés ruraux. En l'absence de politiques nationales favorables à l'agriculture paysanne, la situation d'exclusion dans laquelle se trouvent les paysans s'aggrave.

Dans de nombreux pays en développement, les petits producteurs, loin de produire principalement pour l'autoconsommation, commercialisent une part importante et croissante de leurs produits agricoles. Toutefois, la grande

majorité des familles paysannes continuent à vendre ses produits dans des circuits d'intermédiation traditionnels et informels, souvent précaires et parfois inéquitables, sans reconnaissance réelle ni du travail des producteurs ni de la qualité des produits.

Au-delà des systèmes de commercialisation traditionnels, dans un grand nombre de pays d'Asie et d'Amérique Latine, mais aussi aujourd'hui en Afrique, se développe un secteur moderne de distribution des aliments, au travers des supermarchés notamment. Ce secteur se concentre toutefois dans les mains de quelques enseignes de la grande distribution et de capitaux nationaux ou étrangers : les supermarchés restreignent de plus en plus l'accès des petits producteurs à ce marché en forte croissance, par des

conditions toujours plus exigeantes de volumes, normes sanitaires et modalités de paiement imposées. Nouveaux produits plus élaborés, exigence de qualité sanitaire et gustative, dans les villes des pays en développement aussi, la demande des consommateurs évolue.

Lorsque la production paysanne accède à des marchés dynamiques intégrés par les grands acteurs agroalimentaires, c'est bien souvent selon des modèles d'agriculture contractuelle entre de grands opérateurs économiques et des paysans peu organisés. L'aval impose alors souvent les méthodes de production, par des prix faiblement rémunérateurs et par une dépendance croissante des familles aux décisions de

l'agro-industrie. Il existe aussi des PME locales qui cherchent à faire le lien entre production agricole locale et produits élaborés, par exemple sur les filières laitières. Ces formes innovantes d'association entre agriculture familiale et autres acteurs des filières est aussi prometteuse.

Cependant des alternatives existent déjà et des familles paysannes organisées innover dans de nombreux contextes, tant sur les marchés domestiques qu'à l'export. Les autres acteurs des filières (transformatrices souvent sous forme d'artisanat alimentaire ou de PME) ravitaillent aussi les villes en produits transformés.

Des innovations paysannes en matière de qualité des produits et recomposition des circuits de distribution

Des innovations paysannes de commercialisation sur les marchés internationaux

Durant ces dernières décennies, des milliers d'organisations paysannes de par le monde ont progressivement réussi à s'insérer avec succès aux marchés internationaux, grâce à l'exportation vers l'Europe et les Etats-Unis de produits tels que le café, le cacao, les fruits tropicaux... Elles le sont le plus souvent sur des marchés rémunérateurs (marchés biologiques, gourmets ou de commerce équitable) avec une plus forte maîtrise de l'aval par les producteurs organisés. Ces marchés différenciés ont largement contribué à l'émergence et à la consolidation d'un secteur paysan solide, associant efficacité économique et gestion paysanne des organisations sur la base de dynamiques coopératives nouvelles, valorisant la qualité des produits paysans, les petites exploitations agricoles et l'agriculture biologique. Ces initiatives sont néanmoins bien souvent ignorées des pouvoirs publics, qui négligent leur potentiel de croissance et de

développement économique tant des familles rurales que des territoires sur lesquelles elles sont implantées (création d'emplois directs et indirects). Certains Etats préfèrent négocier des accords commerciaux agricoles ou des accords d'investissements pour l'implantation d'exploitations en monoculture à grande échelle avec des pays et investisseurs étrangers.

Des innovations paysannes sur les marchés locaux, en alliance avec les populations urbaines

En réaction à une perte croissante de contrôle des populations sur leur alimentation, une multitude d'initiatives de recomposition des filières et marchés locaux se développe actuellement, en alliance entre des paysans, la société civile, les consommateurs urbains, des collectivités territoriales et certains pouvoirs publics progressistes : elles se dénomment circuits courts, circuits alimentaires de proximité ou encore systèmes alimentaires territorialisés. Il existe aussi de nombreuses PME ou artisanes alimentaires qui effectuent

cette connexion entre l'offre locale agricole et la demande des consommateurs urbains. Ces dynamiques émergentes à des degrés variables selon les pays se traduisent notamment par le développement ou le renouveau des marchés de plein vent, des paniers paysans et d'une gastronomie inclusive à base de produits locaux ou par des achats publics de produits paysans pour alimenter des cantines scolaires, des établissements publics ou des programmes nationaux d'alimentation de populations vulnérables, etc...

Il s'agit de promouvoir la commercialisation locale des aliments, tout en renforçant la relation de proximité entre producteurs et consommateurs, mettant l'accent sur la définition de prix justes pour les uns comme pour les autres, sur la transparence, sur la participation des acteurs, mais aussi sur la promotion de produits diversifiés, de qualité et agroécologiques. Ces initiatives essaient actuellement non seulement en Europe mais aussi largement dans les pays en développement avec dans le même temps, la création de nouveaux modèles multi acteurs d'organisations et de gestion des marchés, en réseau, en alliance entre les pouvoirs publics et les paysans. Ce fourmillement d'initiatives implique au plus haut lieu les agricultures paysannes et joue un rôle de projet pilote sur de possibles voies pour des circuits de commercialisation et consommation plus durables, répondant aux nouvelles demandes sociétales.

Néanmoins, les principaux flux de produits agricoles paysans continuent d'être canalisés via des circuits longs traditionnels (intermédiation, marchés de gros, distribution au détail, transformation par des femmes artisanes) ou modernisés (filiales pilotées par l'agroindustrie alliée à la grande distribution, mettant en place des schémas d'intégration variable). Des mécanismes de régulation du

fonctionnement de ces marchés dominants sont indispensables comme complément au soutien à l'innovation sur des filières et circuits courts.

Les agricultures paysannes, pionnières dans le développement de produits de qualité

Depuis plusieurs décennies, et bien avant la vague des certifications "durables" maintenant développées voire imposées par les principaux acteurs de l'agroindustrie, les agricultures paysannes ont su conserver et valoriser une grande diversité d'aliments de qualité. Cette qualité spécifique liée au terroir et au savoir-faire des paysans mais aussi du secteur de la transformation alimentaire, que celle-ci soit portée par des paysans, des artisanes ou des PME, peut être valorisée par l'Indication Géographique ou des marques collectives. Les agricultures paysannes ont conservé ces savoir-faire par le maintien et la promotion de systèmes agroécologiques de production et ont gagné peu à peu une reconnaissance par le marché grâce à des systèmes de certification de la qualité sociale, environnementale et organoleptique des produits.

Les agricultures familiales sont ainsi devenues aujourd'hui au niveau mondial les principaux fournisseurs des produits biologiques que nous consommons. Elles garantissent une offre de produits de haute qualité, grâce au maintien de variétés et races locales et de pratiques spécifiques de transformation des produits agricoles. Les agricultures paysannes organisées sont également à l'origine du développement du commerce équitable au niveau international.

Face aux risques latents d'exclusion ou de récupération des initiatives de certification des produits, les agricultures paysannes ont développé des systèmes originaux de reconnaissance de la qualité des produits

agroécologiques, via des systèmes participatifs de garantie, associées pour cela aux consommateurs et à la société civile. De la même manière, les organisations paysannes d'Amérique Latine ont créé le label « producteurs paysans » (SPP) afin de disposer de leur propre instrument de certification et promotion du commerce équitable. Ces initiatives permettent de créer des liens

de confiance et reconnaissance des produits agroécologiques entre ville et campagne ; elles ne sont malheureusement pas soutenues par les pouvoirs publics, qui tendent à privilégier les systèmes plus formels de certification, dont les évolutions normatives sont chaque fois plus guidées par les intérêts de l'aval des filières que par ceux des familles paysannes.

La Commission Agriculture et Alimentation (C2A) de Coordination Sud incite les Etats à :

- **Diminuer la dépendance des pays du Sud** aux importations étrangères et à la volatilité des marchés, via l'encadrement et le contrôle des transactions en fonction des stocks disponibles et la promotion de politiques qui s'orientent sur le développement des marchés domestiques.
- **Protéger les marchés régionaux**, regroupant des pays de niveau de productivité comparable qui définissent une politique commerciale commune, et à l'intérieur, les conditions d'un relèvement progressif des prix des produits agricoles.
- **Rendre les agricultures familiales plus compétitives** par un soutien des politiques nationales dans leur pouvoir de négociation face à des acteurs dominants et par un appui aux investissements dans des pratiques agroécologiques.
- **Mettre en place des outils de régulation**, garantissant transparence et inclusion des familles paysannes aux marchés, en particulier au niveau des principaux espaces de commercialisation tels que les marchés de gros et les supermarchés.
- **Accompagner les organisations paysannes et les acteurs des filières** dans la mise en place d'initiative de production de qualité, de transformation et de commercialisation permettant d'améliorer leur compétitivité et leur connexion aux marchés urbains.
- **Reconnaitre et mettre en place des mécanismes incitatifs** à la création de filières alternatives plus adaptées aux spécificités des agricultures paysannes, et répondant aux nouvelles préoccupations et comportements des consommateurs, notamment leur demande de produits de meilleure qualité organoleptique ou sanitaire.
- **Soutenir des filières plus localisées**, en appuyant des signes de reconnaissance spécifiques et des systèmes de garantie participative, ou au moyen de politiques d'achats publics et de la promotion de marchés paysans.
- **Promouvoir les productions paysannes issues de l'agroécologie** sur les marchés comme facteur clé pour la souveraineté alimentaire et l'insertion économique des populations paysannes.